



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 6 février 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
6 février 2025
n° 5 / 8070^e
pages 185 à 240

CHRONIQUE / Environnement

La Cour européenne des droits de l'homme,
laboratoire de la justice climatique

> Séverine Nadaud et Jean-Pierre Marguénaud

198



Version numérique incluse*



322505



ÉDITORIAL

185 Horreur ! Appliquer la loi !, *Michel Vivant*

LECTURES

195 Le drame du jugement, *Maud Coudrais*

POINT DE VUE

196 Le droit des opérations de paiement non autorisées mérite mieux
que des communiqués de presse, *Pierre Storrer*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

206 **Chronique** : Le code pénal face à la manipulation des opinions
par voie de recommandations faussées, *Michel Séjean*

209 **Panorama** : Droit des étrangers et de la nationalité, *Marie-Laure Basilien-Gainche,*
Olivera Boskovic, Fabienne Jault-Seseke, Natalie Joubert et Karine Parrot

Notes : Conditions et portée de l'exequatur du jugement étranger
en matière de gestation pour autrui, *sous Civ. 1^{re}, 14 nov. 2024*

224 • note *Marie Mesnil*

229 • note *Dominique Fenouillet, Charlotte Goldie-Genicon et Cécile Pérès*

236 La protection du droit de manifester n'aura pas lieu (devant la CEDH),
note sous CEDH 24 oct. 2024, Alice Dejean de la Bâtie

ENTRETIEN

240 Grégoire Leray – Le rapport Draghi, ou l'opposition stérile
entre compétitivité et durabilité

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KÉTTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

• RÉDACTION

Maeïlle HARSCOUEÏ DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaire de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI
Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-samut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Étranger : 11175 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Février 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

185

Horreur ! Appliquer la loi !



ACTUALITÉS

188

DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Pratique restrictive : compétence d'attribution

de la cour d'appel de Paris, *Com. 29 janv. 2025*

Pratique restrictive (enquête) : confirmation

de conclusions provisoires, *Com. 29 janv. 2025*

Entente (droit européen) : action en

réparation du préjudice, *CJUE 28 janv. 2025*

Fonds de commerce et commerçants

Agent commercial (cessation du contrat) :

indemnité compensatrice, *Com. 29 janv. 2025*

Bail commercial (loyer) : obligation d'assurance

responsabilité civile du bailleur,

Civ. 3^e, 23 janv. 2023

190

DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Servitude (passage) : servitude de destination

du père de famille, *Civ. 3^e, 23 janv. 2025*

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vice du consentement (violence) : obtention

d'un avantage manifestement excessif,

Civ. 1^{er}, 29 janv. 2025

Action paulienne (fraude) : absence

d'appauvrissement du débiteur,

Com. 29 janv. 2025

Mandat (vente d'espace publicitaire) : action

directe du vendeur, *Com. 29 janv. 2025*

Assurance (fausse déclaration) : opposabilité

de la nullité, *Civ. 2^e, 23 janv. 2025*

191

DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme

Contrat d'entreprise (réception judiciaire) :

portée des réserves, *Civ. 3^e, 30 janv. 2025*

191

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale

Exécution provisoire (peine d'interdiction) :

exclusion des personnes morales,

Crim. 28 janv. 2025

192

DROIT PUBLIC

Droit administratif

Étranger (rétention administrative) :

confidentialité des échanges avec l'avocat,

Civ. 1^{er}, 29 janv. 2025

Environnement

Infraction environnementale (procédure) :

portée du droit de se taire, *Crim. 28 janv. 2025*

192

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Modification du contrat de travail :

portée du refus et nature du licenciement,

Soc. 22 janv. 2025

Licenciement (disciplinaire) : motif tiré de la

vie personnelle du salarié, *Soc. 22 janv. 2025*

Discrimination syndicale (rémunération) :

méthode de comparaison, *Soc. 22 janv. 2025*

Personnel navigant (régime) : arrêt de travail

pour maladie, *Soc. 29 janv. 2025*

Sécurité sociale

Accident du travail (régime) : salarié expatrié

à l'étranger, *Civ. 2^e, 30 janv. 2025*

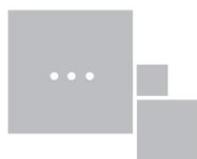


LECTURES

Maud Coudrais

195

Le drame du jugement



POINT DE VUE

196

Le droit des opérations de paiement non autorisées mérite mieux que des communiqués de presse
À propos de Com. 15 janv. 2025, n° 23-13.579 et n° 23-15.437,
et communiqué
par Pierre Storrer



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

198

La Cour européenne des droits de l'homme, laboratoire de la justice climatique
par Séverine Nadaud et Jean-Pierre Marguénaud

206

Le code pénal face à la manipulation des opinions par voie de recommandations faussées
par Michel Séjean

PANORAMA

209

Droit des étrangers et de la nationalité décembre 2023 – décembre 2024
par Marie-Laure Basilien-Gainche, Olivera Boskovic, Fabienne Jault-Seseke, Natalie Joubert et Karine Parrot

NOTES

Conditions et portée de l'exequatur du jugement étranger en matière de gestation pour autrui, notes sous Civ. 1^{re}, 14 nov. 2024

224

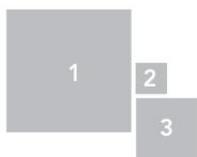
Absence de contrariété à l'ordre public d'une maternité sans aucun lien biologique
par Marie Mesnil

229

Gestation pour autrui : pour un revirement de la Cour de cassation !
par Dominique Fenouillet, Charlotte Goldie-Genicon et Cécile Pérès

236

La protection du droit de manifester n'aura pas lieu (devant la CEDH), note sous CEDH 24 oct. 2024
par Alice Dejean de la Bâtie



ENTRETIEN

240

Grégoire Leray – Le rapport Draghi, ou l'opposition stérile entre compétitivité et durabilité

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également votre revue numérique sur [Dalloz-Revues.fr](https://www.dalloz-revues.fr)

ARTICLES

785

Vers une post-cassation
Frédéric Zenati-Castaing

799

Et si la proportionnalité n'était qu'une exception ?
Elléa Ripoché

RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

ARTICLES

813

Codification des troubles anormaux du voisinage
Nicolas Le Rudulier

831

Faut-il réécrire l'article 2284 du code civil ?
Julien Risser

CHRONIQUES

914

La CEDH face aux nationalisations en Crimée
Florent Masson

991

Ingérence étrangère : la France
sur les pas du Nicaragua
Aude Denizot

ref : 602404



9 782996 024048

Lefebvre Dalloz**DA|LOZ**

Version numérique incluse*



ARTICLES

Vers une post-cassation par Frédéric Zenati-Castaing	785
Et si la proportionnalité n'était qu'une exception ? Pour une autre lecture du contrôle concret de conventionnalité par Elléa Ripoché	799
Codification des troubles anormaux du voisinage De la perte de fondement à la perte de sens par Nicolas Le Rudulier.....	813
Faut-il réécrire l'article 2284 du code civil ? par Julien Risser	831

CHRONIQUES

Sources internationales par Jean-Pierre Marguénaud et Fabien Marchadier	845
--	-----

Obligations et contrats spéciaux Obligations en général par Hugo Barbier	864
--	-----

Responsabilité civile par Patrice Jourdain.....	889
---	-----

Contrats spéciaux par Pierre-Yves Gautier.....	908
--	-----

Propriété et droits réels par Florent Masson.....	914
---	-----

Sûretés et publicité foncière par Charles Gijssbers	933
---	-----

Successions et libéralités par Michel Grimaldi.....	941
---	-----

Régimes matrimoniaux par Isabelle Dauriac.....	949
--	-----

Preuve par Julie Klein	958
--	-----

Droit judiciaire privé Source. Organisation judiciaire et juridiction. Compétence. Action par Philippe Théry.....	972
---	-----

Procédure de l'instance. Jugements et voies de recours. Procédures civiles d'exécution par Nicolas Cayrol	979
---	-----

Législation française par Aude Denizot.....	991
---	-----

BIBLIOGRAPHIE

Revue des ouvrages Ouvrages historiques ou anciens sous la responsabilité de Florent Garnier et Nader Hakim	1003
--	------

Ouvrages étrangers sous la responsabilité de Éric Descheemaeker et Jonas Knetsch	1007
--	------

Revue des thèses sous la responsabilité de Gaël Chantepie, Christian Jubault et Catherine Puigelier	1012
---	------

Revue des revues sous la responsabilité de Frédéric Rouvière.....	1022
--	------

TABLES

Tables générales 2024	1031
-----------------------------	------

Revue de jurisprudence de Droit des Affaires

02/25

L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

Garantie des vices cachés : le sous-acquéreur connaissant le vice peut agir contre le vendeur initial

Cass. com. 16-10-2024 n° 23-13.318 FS-B : Décisions 72

Le sous-acquéreur peut poursuivre le fabricant ou le vendeur originaire au titre de la garantie des vices cachés, même s'il avait connaissance du vice à la date de son achat.

La cession de créance de l'entrepreneur est inopposable à hauteur des travaux sous-traités non garantis

Cass. 3^e civ. 17-10-2024 n° 23-11.682 FS-B : Décisions 81

La cession par l'entrepreneur principal de sa créance sur le maître de l'ouvrage correspondant à des travaux sous-traités n'est inopposable au sous-traitant que dans la limite des travaux dont le paiement n'a pas été garanti par un cautionnement.

Un formulaire Cerfa déclarant au fisc une cession d'actions non cotées peut valoir ordre de mouvement

Cass. com. 18-9-2024 n° 22-18.436 FS-B : Décisions 87

Vaut ordre de mouvement des actions cédées le formulaire Cerfa n° 2759 signé par le cédant et comportant toutes les informations nécessaires pour inscrire la cession sur le registre des mouvements de la société et le compte-titres de l'acquéreur.

Les décisions collectives de SAS ne peuvent pas être adoptées par un vote minoritaire

Cass. ass. plén. 15-11-2024 n° 23-16.670 BR : Décisions 90

L'assemblée plénière de la Cour de cassation juge qu'une décision collective d'associés ne peut être tenue pour adoptée que si les votes en sa faveur sont les plus nombreux. Les statuts des sociétés par actions simplifiées ne peuvent donc pas prévoir que les décisions sont adoptées par un vote minoritaire.

Le locataire en redressement judiciaire ne peut pas acquiescer seul à la revendication du bien loué

Cass. com. 23-10-2024 n° 23-18.095 F-B : Décisions 99

Le loueur d'un véhicule ne peut pas en obtenir la restitution dans la procédure collective du locataire, même si ce dernier a consenti à la revendication, dès lors que le mandataire judiciaire n'y a pas explicitement donné son accord.

Seul le représentant permanent de la société dirigeante peut être condamné en comblement de passif

Cass. com. 20-11-2024 n° 23-17.842 F-B : Décisions 101

La personne physique dirigeante d'une personne morale, elle-même dirigeante d'une SAS placée en liquidation judiciaire, ne peut pas voir sa responsabilité pour insuffisance d'actif engagée si elle n'a pas la qualité de représentant permanent.

Ententes illicites et échanges d'informations entre concurrents

CJUE 29-7-2024 aff. 298/22 : Décisions 109

La CJUE rappelle que l'échange d'informations entre concurrents peut être condamné pour entente illicite sans examen des effets de cette pratique sur le marché si les informations échangées sont confidentielles et stratégiques.

Revue Lamy de la concurrence

Le Rapport de Mario Draghi sur le futur de la compétitivité européenne : pistes de réformes ou révolution en droit de la concurrence ?

Dan ROSKIS et Thomas STRANGE

Cession des droits à réparation des dommages causés par les pratiques anticoncurrentielles en vue d'une action groupée en recouvrement : éclaircie juridique en vue ?

Muriel CHAGNY

L'Autorité de la concurrence réaffirme l'acceptation extensive et sévère de l'infraction d'obstruction à l'enquête

Yelena TRIFOUNOVITCH

Ententes verticales : condamnation des principaux fournisseurs et distributeurs sur le marché de la distribution de produits électriques

Jean-Louis FOURGOUX et Leyla DJAVADI

La protection des acteurs économiques de l'e-sport par l'application du droit de la concurrence

Emeline GUÉDÈS

Direction scientifique

Muriel CHAGNY :
Professeur des universités, Directeur du Master 2 Droit
de la concurrence et des contrats, UVSQ – Paris Saclay

Conseil scientifique

Virginie BEAUMEUNIER :
Inspectrice générale des finances, Présidente
de l'observatoire des délais de paiement

Jacques BOULARD :
Premier Président de la Cour d'appel de Paris

Benoît CŒURE :
Président de l'Autorité de la concurrence

Olivier GUERSENT :
Directeur général de la concurrence, Commission
européenne

Jean-Louis FOURGOUX :
Avocat associé, Cabinet Mermoz

Sarah LACOCHE :
Directrice générale de la concurrence, de la consommation
et de la répression des fraudes

Irène LUC :
Première avocate générale à la Chambre commerciale
de la Cour de cassation

Cyril NOURISSAT :
Professeur des universités, Université Jean Moulin – Lyon III

Anne PERROT :
Économiste, Inspectrice générale des finances

Valérie PIRONON :
Professeur des universités, Université de Nantes

Michel PONSARD :
Avocat associé, Cabinet UGGC, Président de l'Association
française d'étude de la concurrence (AFEC)

Jacqueline RIFFAJULT-SILK :
Doyen honoraire de la Chambre commerciale de la Cour
de cassation, Membre fondateur et Président honoraire
de l'Association of Competition Law Judges (AELJ)

Patrick SAYER :
Président du Tribunal des activités économiques de Paris

Léna SERSIRON :
Avocate associée, Cabinet Baker & McKenzie,
Présidente de l'Association des Avocats pratiquant le droit
de la concurrence (APDC)

Thibaud VERGÉ :
Vice-Président de l'Autorité de la concurrence,
Professeur d'économie, ENSAE Paris

Vincent VIGNEAU :
Président de la Chambre commerciale, financière
et économique de la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social
7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Durax

Rédacteur en chef : Jérémie Berlemont

Ont participé à ce numéro : Mariam El Bardan,
Céline Garnier

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 98,93 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Duplprint, 2 rue Descartes,
95330 Domont

Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyliaisons.fr - www.lamyliaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale
ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu
issu de la présente publication, effectuée sans autorisation
de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante :

RLC 2025, n° 145-1 (acronyme de la revue + année,
n° de la revue – n° du commentaire)

LAMY | KARNOV
LIAISONS | GROUP

Sommaire

FOCUS P. 4

- TRVE : la Commission de régulation de l'énergie et l'Autorité de la concurrence optent pour des trajectoires opposées

Gregory COIGNET et Olivier REDOULES

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 7

- Contrôle des concentrations P. 7
- Pratiques anticoncurrentielles P. 8
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 12
- Commande publique P. 13

ÉTUDE P. 17

- Cession des droits à réparation des dommages causés par les pratiques anticoncurrentielles en vue d'une action groupée en recouvrement : éclaircie juridique en vue ?

Muriel CHAGNY

ÉCLAIRAGES P. 21

- L'Autorité de la concurrence réaffirme l'acceptation extensive et sévère de l'infraction d'obstruction à l'enquête P. 21

Yelena TRIFOUNOVITCH

- Ententes verticales : condamnation des principaux fournisseurs et distributeurs sur le marché de la distribution de produits électriques P. 26

Jean-Louis FOURGOUX et Leyla DJAVADI

ANALYSE P. 31

- Le Rapport de Mario Draghi sur le futur de la compétitivité européenne : pistes de réformes ou révolution en droit de la concurrence ?

Dan ROSKIS et Thomas STRANGE

COLLOQUE P. 39

- La protection des acteurs économiques de l'e-sport par l'application du droit de la concurrence

Emeline GUÉDÈS

À compter de janvier 2025, la numérotation de votre Revue évolue et se référence désormais de la manière suivante : RLC 2025, n° 145-1.

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°353 · Janvier 2025

Prix au n° : 45,50 € HT – 46,45 € TTC. Abonnement annuel : 500,50 € HT – 511,01 € TTC.

DOSSIER

RSE ET DURABILITÉ



ÉCLAIRAGE

Ce que veulent
les avocats

CHRONIQUE

Droit des biens 2024

DROIT & PATRIMOINE

JANVIER 2025 · N° 353

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Ce que veulent les avocats..... 6

Le Conseil national des barreaux a publié, fin décembre 2024, les résultats de la Grande consultation des avocats, lancée début 2024 et dont les résultats ont été présentés en novembre dernier. Cette étude fait un point sur ce qu'attendent les avocats de leurs institutions représentatives. Synthèse.

ENTRETIEN

« Notre rôle est d'aider les entreprises à anticiper et à traverser les difficultés et à s'assurer que les données qu'elles produisent pour leur écosystème sont fiables » 8

Dans cet entretien, Philippe Vincent, président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC), partage sa vision stratégique pour renforcer le rôle des commissaires aux comptes auprès des PME. Il aborde les enjeux clés de durabilité, de transition numérique, de financement et de cybersécurité, tout en soulignant la montée en compétences de la profession face aux défis environnementaux et technologiques. Une réflexion pragmatique et engagée sur l'avenir de l'audit au service de l'intérêt général.

PROFESSIONS

IA générative et professions du droit :

l'écart qui se creuse..... 10

La commission des lois du Sénat a publié, le 18 décembre 2024, un rapport d'information sur ce sujet, constatant principalement le décalage technologique croissant entre les professions réglementées, déjà avancées sur le sujet, et les magistrats et personnels de juridictions. Les rapporteurs, Christophe-André Frassa et Marie-Pierre de la Gontrie formulent 20 propositions pour une application conforme à la réglementation et aux principes déontologiques des professions concernées.

DOSSIER

RSE et durabilité

• Propos introductifs	29
Didier Guével, Professeur émérite de Droit privé et Sciences criminelles de l'Université de Sorbonne Paris Nord, Membre de l'IRDA Paris XIII (ER 3970), Doyen honoraire de la Faculté de Droit, Sciences politiques et sociales, Ancien Directeur du Département de Droit de l'Université du Havre, Membre associé du LexFEIM Le Havre (EA 1013), Membre du Conseil scientifique de la MSH Paris Nord (USR 3258), Membre du Comité multi parties-prenantes du Forum annuel de la gouvernance d'Internet (FGI / ISOC France)	
• RSE et durabilité, quel rapport, quel contexte ?	31
Moundir Akasbi, Avocat au barreau de Paris, Maître de conférences associé à l'USPN et Directeur du MBA droit des affaires - ESLSCA	
• Finance verte et gestion des données : les enjeux d'un comportement réellement éthique ?	35
Par Kenza Ebah et Ingrid Ponce Rivas, étudiantes du MBA Droit des affaires - ESLSCA	
• Durabilité et relations fournisseurs	38
Par Yvon Doukhan, intervenant ESLSCA	

SOMMAIRE

ACTUALITÉ · PRATIQUE · ANALYSE · DOSSIER · JURISPRUDENCE

ANALYSE

L'ASSOCIÉ UNIQUE 12
Par Deen Gibrila, professeur émérite (Université Toulouse 1 Capitole)

**ACTION EN RÉDUCTION DANS LE CADRE
D'UNE SUCCESSION OUVERTE** 21
Par Richard Vessaud, ATER à l'université Jean Moulin Lyon III,
docteur en droit privé, chercheur au Centre de droit de la famille
(université Jean Moulin Lyon III)

CHRONIQUE

DROIT DES BIENS 2024 58

• L'aide au développement durable : dilemmes de l'Union Européenne et enrôlement du secteur privé	39
par Alexandre Cordahi, Avocat honoraire au Barreau de Paris, anc. chef de projets & programmes financés UE	
• RSE et durabilité : être propre ou avoir de l'impact	43
Franck Amalric, sponsor du domaine d'excellence Sustainability de Square Management	
• CSRD : un cadre ambitieux pour une transparence durable, mais à quel coût ?	47
Bernard Attali, président de Gouvernance & Valeurs, et chargé d'enseignement en économie et finance au sein de grandes écoles.	
• Distributions et investissements retail dans les produits ESG	50
Par Vincent Guérin, directeur conseil risques et conformité, Onepoint	
• Le coût de la RSE et de la durabilité	53
Par Moundir Akasbi, Avocat au barreau de Paris, Maître de conférence associé à l'USPN, Directeur du MBA droit des affaires - ESLSCA	
• Propos conclusifs, Didier Guével	56

Contenus

Actualités

Contenus pratiques 

Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence 

Sources officielles 

Cahiers de droit de l'entreprise, n° 1 du 01 janvier 2025

Sommaire du numéro

Éditorial

RESPONSABILITÉ CIVILE DES DIRIGEANTS

La responsabilité civile des dirigeants à l'épreuve du feu environnemental : vers un devoir de diligence vert !

N° 1 - Par Antoine BRULÉ

[Consulter le PDF](#)

Deux mois déjà

DROIT DES AFFAIRES

Vente de la chose d'autrui : effet de la régularisation de la vente principale intervenue au cours de l'instance en nullité engagée par le sous-acquéreur.

N° 1

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Pas de responsabilité délictuelle pour le sous-manutentionnaire fautif dans l'application d'un contrat de transport maritime.

N° 2

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Drout de l'insolvabilité : le Conseil de l'UE arrête sa position sur la législation relative à l'Union des marchés des capitaux.

N° 3

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Feu vert du Conseil de l'UE pour les nouvelles règles relatives à l'amélioration du droit des sociétés à l'ère numérique.

N° 4

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Gérant de société : responsabilité cumulative en cas de conventions réglementées et de fautes de gestion.

N° 5

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Mesures de vigilance complémentaires des émetteurs de jetons de monnaie électronique.

N° 6

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Simplification du droit de la commande publique.

N° 7

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Simplification de la durée d'autorisation d'exploitation commerciale.

N° 8

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

La DGCCRF désignée comme autorité de contrôle des pratiques commerciales en ligne.

N° 9

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Le règlement DORA sur la résilience numérique du secteur financier est entré en application.

N° 10

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Transmission à titre gratuit d'une entreprise individuelle : régime des plus-values en report en cas de location-gérance.

N° 11

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Conséquences sur le bénéfice du régime fiscal des SIIC du changement de statut de filiale de SIIC en filiale de SPPICAV.

N° 12

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Licenciement pour insuffisance professionnelle d'un salarié protégé : rôle de

L'Administration et mesures d'adaptation.

N° 13

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Délai de prescription de la demande en rappel de salaire liée à la contestation de la qualité de cadre dirigeant.

N° 14

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Défaut de déclaration d'un logement de fonction constitutif d'un avantage en nature par l'employeur.

N° 15

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Confirmation de la compétence exclusive du juge administratif pour connaître des litiges relatifs à la validité des PSE.

N° 16

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

SMS insultants envoyés à partir du téléphone professionnel présumés professionnels.

N° 17

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Mise à pied disciplinaire du salarié protégé.

N° 18

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Décret relatif aux éléments constitutifs de l'offre raisonnable d'emploi.

N° 19

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Droit de l'insolvabilité : le Conseil de l'UE arrête sa position sur la législation relative à l'union des marchés des capitaux

N° 20 - Par Olivier DE MATTOS et Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Le règlement DORA sur la résilience numérique du secteur financier est entré en application

N° 21 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

Table ronde



LANCEUR D'ALERTE

Lanceurs d'alerte et enquêtes internes : quels droits ? Quelles articulations ? Regards pratiques

N° 1 - Par Isabelle GROSSI , Catherine LE MANCHEC , Laure HOSNI , Yann GUERMONPREZ et Mathias PIGEAT

[Consulter le PDF](#)



COMPLIANCE

La compliance : regards croisés droit privé/droit public

N° 1 - Par Jennifer MARCHAND et Anthony MAYMONT

[Consulter le PDF](#)

DROIT PUBLIC - DROIT PRIVÉ

L'impératif de compliance en droit privé et en droit public

N° 2 - Par Jennifer MARCHAND et Anthony MAYMONT

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOUPLE

Compliance et droit souple

N° 3 - Par Charles-André DUBREUIL

[Consulter le PDF](#)

PROGRAMMES DE CONFORMITÉ

La diffusion de la compliance par les programmes de conformité dans le monde bancaire et financier

N° 4 - Par Marie-Agnès NICOLET

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL

Le caractère préventif de la compliance au prisme du droit pénal

N° 5 - Par Marie NICOLAS-GRÉCIANO

[Consulter le PDF](#)

BLANCHIMENT DE CAPITAUX

L'apport de la compliance à la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux

N° 6 - Par Pierre LEVALLOIS

[Consulter le PDF](#)

ENVIRONNEMENT

La préservation de l'environnement à l'aune de la compliance

N° 7 - Par Jennifer BARDY

[Consulter le PDF](#)

RGPD

Le paradoxe de la compliance dans le droit de la protection des données

N° 8 - Par Ludovic PAILLER

[Consulter le PDF](#)

Cahiers pratiques



DIRECTION GÉNÉRALE | LOGO EUROPÉEN BIOLOGIQUE

L'apposition du logo européen biologique pour les produits importés de pays tiers à l'Union européenne

N° 1 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION FINANCIÈRE | DIVIDENDES

L'assujettissement des dividendes aux cotisations sociales des gérants majoritaires de SARL

N° 2 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION COMMERCIALE | PROMESSE UNILATÉRALE DE VENTE

Promesse unilatérale de vente et viété du prix

N° 3 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | PRÉSUMPTION DE DÉMISSION

Présomption de démission pour abandon de poste : les précisions du Conseil d'État

N° 4 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 5 du 03 février 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Fin du devoir conjugal : enfin !

N° 131 - Par Béatrice WEISS GOUT

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'IA au service des professions du droit

N° 132 - Par Suany MAZZITELLI

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | VIOLENCES CONJUGALES

Ordonnance provisoire de protection immédiate

N° 133 - Par Ombeline MAHUZIER

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL (EN MATIÈRE CIVILE)

L'appel incident permet d'étendre les chefs du dispositif du jugement critiqués mentionnés dans la déclaration d'appel

N° 134 - Par Harold HERMAN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PENSIONS ALIMENTAIRES

Revalorisation spontanée des pensions alimentaires fixées par le juge pour l'entretien des enfants ou de l'ex-époux : coefficients d'actualisation

N° 135

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 23 au 29 janvier 2025

N° 136

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 19 janvier 2025

N° 137

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES (EN GÉNÉRAL)

Contrat d'assurance : le montage en défiscalisation compris dans l'activité d'ingénierie financière

N° 138 - Par Victorine TOURNAIRE

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES TERRESTRES

Assurance auto obligatoire : qualité de tiers rendant inopposables les exclusions légales de garantie

N° 139 - Par Iolande VINGIANO-VIRICEL

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROTECTION DES MINEURS

La CNCDH appelle à une protection renforcée de l'intimité des jeunes en ligne

N° 140

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | VIOL

Définition pénale du viol et des agressions sexuelles : une proposition de loi déposée pour réformer le Code pénal

N° 141

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 29 janvier 2025

N° 142

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 30 décembre 2024 au 12 janvier 2025

N° 143

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | DOUANES

Risque d'inconventionnalité de l'ancien article 60 du Code des douanes déclaré inconstitutionnel

N° 144 - Par Stéphane DETRAZ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAUX COMMERCIAUX

Obligation légale nouvelle à la charge du bailleur et fixation du loyer

N° 145 - Par Alexis ALVAREZ-ELORZA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS PAR ACTIONS SIMPLIFIÉES

Responsabilité pour insuffisance d'actif et représentants permanents des dirigeants personnes morales

N° 146 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 19 janvier 2025

N° 147

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

La disproportion manifeste de l'engagement de la caution est exclusivement un moyen de défense

N° 148 - Par Jean BRUSCHI

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HARCÈLEMENT MORAL

Reconnaissance du harcèlement moral institutionnel

N° 149 - Par Nathalie DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICATS

De l'impossibilité de renoncer avant les élections au droit d'être désigné comme délégué syndical

N° 150

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 19 janvier 2025

N° 151

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE OU JUDICIAIRE

Compétence du juge administratif pour connaître de la prescription du recouvrement de l'impôt dans le cadre d'une saisie immobilière

N° 152 - Par Charles FROGER

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Le garde des Sceaux annonce des mesures fortes pour l'administration pénitentiaire

N° 153

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | HATVP

Inconstitutionnalité des sanctions automatiques pour non-saisine de la HATVP ou non-respect de ses avis

N° 154

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

La Cour des comptes dresse un bilan mitigé de la lutte contre les inégalités de genre

N° 155

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 23 au 29 janvier 2025

N° 156

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 19 janvier 2025

N° 157

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | PROCÉDURE CIVILE

Quid de la coordination des pouvoirs du JEX et du juge des référés ?

N° 158 - Par Maxime SCHEFFER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Assurer la formation pour les professions intermédiaires

N° 159 - Par Jean-Baptiste PERRIER

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

LA CHRONIQUE | SPORTS

Droit du sport

N° 160 - Par Romain BOFFA , Nathalie BLANC , Manuel GROS , Bernard HAFTEL , Franck LE MENTEC et Jean-Philippe TRICOIT

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | UNIVERSITÉ

« À quoi sert donc la rhétorique juridique ? »

N° 161 - Par Marguerite BAUDRY , Amaury BERGES CAMIER et Nil VAUTRIN

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien

ÉTUDE | MÉDIATION

Un an d'expérimentation poitevine sur la médiation : point d'étape

N° 162 - Par Morgane REVERCHON-BILLOT

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

3 questions à Pier Paolo Maria Menchetti, président du Centre d'Études Avancées pour l'Intelligence Artificielle (CSAIA)

N° 163

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AIDE JURIDICTIONNELLE

Les plafonds d'admission à l'AJ pour 2025

N° 164

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Réforme de la formation professionnelle des avocats : le règlement intérieur unifié

N° 165

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Déjudiciarisation du contentieux civil : le CNB sonne l'alerte

N° 166

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Premier instrument juridique international contraignant dédié aux avocats

N° 167

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Le CNB demande le retrait de la contribution financière pour la justice économique

N° 168

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAJEURS PROTÉGÉS

Le CNB plaide pour une médiation encadrée pour protéger les majeurs vulnérables

N° 169

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

« Secours Diligences » : l'aide de l'Ordre des avocats de Paris

N° 170

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COUR EDH

La Cour EDH instaure un Conseil d'éthique pour guider les juges

N° 171

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | NOTAIRES

Transfert aux notaires de certaines procédures judiciaires non contentieuses

N° 172

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 6 du 06 février 2025

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



MARCHÉ FINANCIER

3 QUESTIONS - DORA : la protection du secteur financier contre les cyberattaques

N° 122 - Par Julie JACOB

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE

Contribution de l'ANC à la réflexion sur l'évolution du cadre européen en matière d'information de durabilité

N° 123

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Guide du jeune avocat

N° 124

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Droit des sociétés

N° 125

[Consulter le PDF](#)

Retour progressif à la normale pour la médiation du crédit en 2024

N° 126

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Financiarisation des professions libérales réglementées

N° 127 - Par Bastien BRIGNON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENT COMMERCIAL

Variation sur la cessation des fonctions de l'agent commercial

N° 128

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVOCAT

Réforme de la formation professionnelle des avocats : adoption de la première version normative du règlement intérieur unifié des CRFPA

N° 129

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVOCAT

Guichet unique des formalités d'entreprises : l'INPI et le CNB partenaires pour accompagner les avocats dans cette transition numérique

N° 130

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVOCAT

Publication d'informations en matière de durabilité : le CNB adopte un projet de guide éclairant la mission de conseil de l'avocat

N° 131

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

LCB-FT : généralisation du recours à la plateforme « ERMES » à l'ensemble des professionnels assujettis

N° 132

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Accès des entreprises au financement dans la zone euro : des taux d'intérêt plus bas mais un léger recul de la disponibilité des prêts

N° 133

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Assurances des collectivités : l'Autorité de la concurrence préconise plus de concurrence

N° 134

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Conditions de validité de l'action de groupe en réparation du dommage causé par une infraction au droit de la concurrence

N° 135

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Compétence d'attribution en matière de pratiques anticoncurrentielles : la Cour de cassation parachève son revirement de jurisprudence

N° 136

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

Preuve du contrat de mandat commercial pour un tiers

N° 137

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DONNÉES

Violations massives de données : état des lieux inquiétants et recommandations de la CNIL

N° 138

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DONNÉES

Traitement des données relatives à la gestion du trafic aérien : dispenses des prestataires de services

N° 139

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Référé environnemental : la personne entendue par le JLD doit être informée de son droit de se taire

N° 140

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Finance verte : le label Greenfin s'adapte aux enjeux européens

N° 141

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Action paulienne : le créancier n'a pas à rapporter la preuve de l'appauvrissement du débiteur

N° 142

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Annulation de l'interdiction des termes d'origine animale pour les produits végétaux

N° 143

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Personnel navigant : primauté des dispositions du Code des transports en matière de maintien du salaire en cas d'arrêt maladie

N° 144

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

La Cour des comptes dresse un bilan mitigé de la lutte contre les inégalités de genre

N° 145

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

BOSS : lancement de la rubrique « Épargne salariale » avec un chapitre sur la prime de partage de la valeur

N° 146

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Assiette des cotisations sociales : indemnités réparant un préjudice, versées dans un cadre transactionnel

N° 147

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Intégration dans l'assiette de cotisations sociales de revenus d'un associé commandité perçus en Allemagne

N° 148

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Activité partielle de longue durée « Rebond » : un nouveau dispositif pour maintenir l'emploi

N° 149

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Abattement sur les bénéfices sociaux réalisés outre-mer

N° 150

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURE FISCALE

Délai spécial de réclamation : une exception pour les taxes foncières

N° 151

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Le cessionnaire d'actions de société commerciale n'est pas pour autant actionnaire

N° 1046 - Par Nicolas ROQUETTE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Crédit documentaire et procédure collective : quel fait générateur pour la créance de la banque ?

N° 1047 - Par Clément PHALIPPOU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Inopposabilité de l'insaisissabilité et droit de poursuite du créancier (suite)

N° 1048 - Par Adeline CERATI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT DE VENTE

L'action en garantie des vices cachés exercée par le sous-acquéreur contre le vendeur initial : du caractère accessoire de l'action à l'indifférence de la connaissance du vice

N° 1049 - Par Marine COMMAILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

Transport aérien de passagers : vice de fabrication de l'aéronef et « circonstance extraordinaire »

N° 1050 - Par Cédric LATIL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Propriété littéraire et artistique

N° 1051

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | GARANTIE DES SALAIRES

Extension de la garantie de l'AGS sous l'effet d'un revirement de jurisprudence

N° 1052 - Par David JACOTOT

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PLUS-VALUES

Holdings animatrices : question prioritaire de constitutionnalité sur les modalités de l'abattement renforcé

N° 1053 - Par Nicolas NEZONDET

[Consulter le PDF](#)

À la une

Efficacité en France d'un jugement étranger établissant la filiation d'un enfant né d'une GPA en l'absence de tout lien biologique avec le seul parent d'intention

note par Samuel FULLI-LEMAIRE sous Cass. 1^{re} civ., 14 nov. 2024

Pour la première fois, la Cour de cassation se prononce sur l'hypothèse d'un seul parent d'intention dépourvu de tout lien biologique avec l'enfant.



© kotoyamagami_AdobeStock

Actualité

« La réforme des procédures disciplinaires est encore en rodage »

entretien avec Olivier JOUGLA

Technique

Le repas des salariés

étude par Steven RIOCHE

Doctrine

Le recours à la visioconférence en procédure pénale, point trop n'en faut !

étude par Jérôme BOSSAN

Jurisprudence

Erreur sur la qualité substantielle d'un possible Géricault : le consentement du vendeur protégé par les obligations de l'opérateur de ventes volontaires

note par Carole TEMAN sous Cass. 1^{re} civ., 4 déc. 2024

Gazette Spécialisée

DROIT IMMOBILIER

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Michel PEISSE †

Avocat honoraire au barreau de Paris

• Marine PARMENTIER

Avocate au barreau de Paris

AVEC LA PARTICIPATION DE

Manuela ALBY DI DOMENICO, Manon BRAUGE, Albert CASTON, Géraldine COMPAIN, Julie DAUGA, Fabien DELHAES, Delphine DOGAN, Gérard HAAS, Claire LECA, Juliette MEL et Vivien ZALEWSKI-SICARD



Votre revue OFFERTE sur tous vos écrans

KIOSQUE
Lextenso

Gazette du Palais

Édité par Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :
Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :
Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025
• Prix TTC au n° : 25,53 €
+ frais de port
• Abonnement France (un an) :
Journal seul : 621,79 € TTC
Recueils + table seuls : 601,37 € TTC
Journal, recueil + table : 832,12 €
Abonnement feuiltable numérique : 264,44 € TTC
• Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 699 €
Journal, recueil + table : 899 €
Abonnement feuiltable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépôt légal à parution
Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL472w6 ■ Budget de la justice : la nécessité d'une omniprésence politique 3
GPL472p0 ■ TAE : recours contre la contribution financière 6
GPL472o8 ■ Politiques pénale et pénitentiaire : la Chancellerie fixe son cap 7
GPL472q7 ■ « La réforme des procédures disciplinaires est encore en rodage »
entretien avec Olivier JOUGLA 9

Technique

- GPL472v4 ■ Le repas des salariés
étude par Steven RIOCHE 16

Doctrine

- GPL472e9 ■ Le recours à la visioconférence en procédure pénale, point trop n'en faut !
étude par Jérôme BOSSAN 19

Jurisprudence

- GPL472w1 ■ Efficacité en France d'un jugement étranger établissant la filiation d'un enfant né d'une GPA en l'absence de tout lien biologique avec le seul parent d'intention
note par Samuel FULLI-LEMAIRE sous Cass. 1^{re} civ., 14 nov. 2024 23
GPL472n4 ■ Erreur sur la qualité substantielle d'un possible Géricault : le consentement du vendeur protégé par les obligations de l'opérateur de ventes volontaires
note par Carole TEMAN sous Cass. 1^{re} civ., 4 déc. 2024 28
GPL472f6 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 31
GPL471y9 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 35
GPL472i2 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme
par Catherine BERLAUD 38
GPL472k3 ■ Chronique de jurisprudence du Conseil d'État - Contentieux administratif et Convention européenne des droits de l'Homme
par Benjamin DEF00RT et Clémence APPERT 39
en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL472k3>



Aux marches du Palais

Portrait

- GPL472w4 ■ Anne Geslain, bâtonnière du barreau de Dijon 39

Gazette Spécialisée

DROIT IMMOBILIER

41

Sous la responsabilité scientifique de
Michel PEISSE † et Marine PARMENTIER

BULLETIN JOLY BOURSE

ACTUALITÉ DU DROIT FINANCIER

À LA UNE

INFORMATION DU PUBLIC

Listing Act : les modifications apportées au règlement *Prospectus* → PAGE 13

Thiebald CREMERS

INFRASTRUCTURES DE MARCHÉ

Entrée en vigueur du règlement EMIR 3.0 : quels sont les enjeux ? → PAGE 36

Nadège DEBENEY

PRESTATAIRES

**Titrisation de créances commerciales : de lourdes sanctions
prononcées à l'encontre des acteurs concernés par la défaillance
du FCT Smart Trésor** → PAGE 27

Jérôme HERBET

DOSSIER

Épargne salariale : un défi pour le droit financier ? → PAGE 55

sous la direction scientifique de Myriam ROUSSILLE et David POIRIER

DOCTRINE

L'action civile de l'AMF → PAGE 40

Raphaël GALVAO

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJB202b7 • **Introduction dans le RGAMF de dispositions relatives à l'administration des titres financiers inscrits dans un registre distribué** 4
Clément SAUDO
- BJB202c4 • **Rapport du HCJP sur les « DAO » : les pistes d'une potentielle évolution réglementaire en France post-MiCA** 7
Stéphane BLEMUS

ABUS DE MARCHÉ

- BJB202b6 • **Délit de manipulation de marché : condamnation confirmée pour une manipulation non identifiée** 11
Dominique SCHMIDT – CA Paris, 2-14, 26 juin 2024, n° 23/05115

INFORMATION DU PUBLIC

- BJB202d0 • **Listing Act : les modifications apportées au règlement *Prospectus*** 13
Thiebald CREMERS – PE et Cons. UE, règl. n° 2024/2809, 23 oct. 2024, modifiant les règlements (UE) 2017/1129, (UE) n° 596/2014 et (UE) n° 600/2014 afin de rendre les marchés des capitaux de l'Union plus attractifs pour les entreprises et de faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises aux capitaux : JOUE, 14 nov. 2024

PRESTATAIRES

- BJB202b3 • **Apports des ordonnances du 15 octobre 2024 sur la réglementation financière applicable aux crypto-actifs** 20
Anthony ARANDA VASQUEZ – Ord. n° 2024-936, 15 oct. 2024, relative aux marchés de crypto-actifs : JO, 17 oct. 2024 – Ord. n° 2024-937, 15 oct. 2024, relative au renforcement des obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en matière de transfert de crypto-actifs : JO, 17 oct. 2024
- BJB202c8 • **Point d'étape sur les textes de niveau 2 du règlement *MiCA*** 24
Anthony ARANDA VASQUEZ – Comm. UE, règl. délégué n° 2024/1503, 22 févr. 2024 : JOUE L, 30 mai 2024 – Comm. UE, règl. délégué n° 2024/1504, 22 févr. 2024 : JOUE L, 30 mai 2024 – Comm. UE, règl. délégué n° 2024/1506, 22 févr. 2024 : JOUE L, 30 mai 2024 – Comm. UE, règl. délégué n° 2024/1507, 22 févr. 2024 : JOUE L, 30 mai 2024 – Comm. UE, règl. exéc. n° 2024/2494, 24 sept. 2024 : JOUE L, 25 sept. 2024 – Comm. UE, règl. exéc. n° 2024/2545, 24 sept. 2024 : JOUE L, 26 nov. 2024 – Comm. UE, règl. exéc. n° 2024/2861, 12 nov. 2024 : JOUE L, 13 nov. 2024 – Comm. UE, règl. exéc. n° 2024/2902, 20 nov. 2024 : JOUE L, 28 nov. 2024 – Comm. UE, règl. exéc. n° 2024/2984, 29 nov. 2024 : JOUE L, 3 déc. 2024
- BJB202c0 • **Titrisation de créances commerciales : de lourdes sanctions prononcées à l'encontre des acteurs concernés par la défaillance du FCT Smart Trésor** 27
Jérôme HERBET – AMF, déc., 4 nov. 2024, n° 10, SAN-2024-10

INFRASTRUCTURES DE MARCHÉ

BJB202c3 • Entrée en vigueur du règlement <i>EMIR 3.0</i> : quels sont les enjeux ?	36
Nadège DEBENEY – PE et Cons. UE, règl. n° 2024/2987, 27 nov. 2024, modifiant les règlements (UE) n° 648/2012, (UE) n° 575/2013 et (UE) 2017/1131 par des mesures visant à atténuer les expositions excessives aux contreparties centrales de pays tiers et à améliorer l'efficacité des marchés de la compensation de l'Union : JOUE, 4 déc. 2024 – PE et Cons. UE, dir. n° 2024/2994, 27 nov. 2024, modifiant les directives 2009/65/CE, 2013/36/UE et (UE) 2019/2034 en ce qui concerne le traitement du risque de concentration découlant d'expositions sur des contreparties centrales et du risque de contrepartie des transactions sur instruments dérivés faisant l'objet d'une compensation centrale : JOUE, 4 déc. 2024	

DOCTRINE

BJB202b4 • L'action civile de l'AMF	40
Raphaël GALVAO	
BJB202b8 • Apport en nature et sociétés cotées : pour lever le « risque assemblée générale » plus tôt dans le processus d'apport	48
Hubert SEGAIN et Yohann SMADJA	

DOSSIER

BJB202B9 • ÉPARGNE SALARIALE : UN DÉFI POUR LE DROIT FINANCIER ?	55
sous la direction scientifique de Myriam ROUSSILLE et David POIRIER	
BJB202c7 • Propos introductifs	55
Myriam ROUSSILLE	
BJB202c1 • Le plan d'épargne entreprise : un objet de droit financier	57
Dimitri DAMALIX et Romain STARCELLI	
BJB202c2 • Rôle du teneur de compte-conservateur en matière d'épargne salariale	61
Victoria MOYNAT et Xavier TREHEL	
BJB202c9 • La médiation de l'AMF au service de l'épargne salariale	68
Marielle COHEN-BRANCHE et Virginie LAVOLÉ	
BJB202c5 • Le modèle français du FCPE : un régime perfectible ?	74
Nicolas HOFFMANN	
BJB202c6 • Épargne salariale en actions et offre publique	80
David POIRIER	

Nous informons nos lecteurs de la triste nouvelle du décès de M. Laurent Faugérolas, avocat, membre du comité scientifique du BJB depuis de nombreuses années, survenu le 9 août 2023.

PRATIQUE P. 15

IMMOBILIER

La suppression du poste de concierge et la vente de sa loge en copropriété

par *Benjamin Naudin*



www.defrenois.fr

ACTUALITÉS P. 5

PERSONNES / FAMILLE

Validité sous condition
du testament international
rédigé dans une langue
incomprise du testateur

ENTREPRISE

Date de cessation des obligations
de l'associé retrayant d'une
société à capital variable

DROIT FISCAL

Calcul des droits de succession
applicables aux descendants
du renonçant en cas de rappel
fiscal d'une donation

PROFESSIONS

Âge limite d'exercice
de la profession et fixation
du prix de cession des parts

DOCTRINE P. 20

IMMOBILIER

Retour sur l'articulation
entre la réticence dolosive
et l'erreur inexcusable
par *François Chevallier*

CHRONIQUES P. 25

ENTREPRISE

Droit notarial de l'entreprise
en difficulté
par *Frédéric Vauvillé*

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF224b2 ■ Validité sous condition du testament international rédigé dans une langue inconnue du testateur

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF224a6 ■ Qualité du locataire pour agir en référé en rétablissement d'une servitude de passage

ENTREPRISE

DEF224a7 ■ Date de cessation des obligations de l'associé retrayant d'une société à capital variable

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF224a8 ■ Le paiement par un indivisaire des CSG et CRDS assises sur les revenus fonciers ne donnent pas lieu à créance contre l'indivision

FISCAL

DEF224a9 ■ Calcul des droits de succession applicables aux descendants du renonçant en cas de rappel fiscal d'une donation

PROFESSION

DEF224b0 ■ Âge limite d'exercice de la profession et fixation du prix de cession des parts

PRATIQUE P. 15

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF223j5 ■ La suppression du poste de concierge et la vente de sa loge en copropriété par **Benjamin Naudin**

DOCTRINE P. 20

DEF223t9 ■ Retour sur l'articulation entre la réticence dolosive et l'erreur inexcusable par **François Chevallier**

CHRONIQUES P. 25

DEF223w6 ■ Droit notarial de l'entreprise en difficulté par **Frédéric Vauvillé**

VIE PRO P. 32

OFFRES ET DEMANDES P. 36

INDICES P. 40

Table des matières

Partie I

La protection des passagers en droit européen des transports. Perspectives françaises de réforme et de consolidation

Sous la direction de Jeremy HEYMANN

<i>La protection des passagers en droit européen des transports. Perspectives françaises de réforme et de consolidation</i>	
<i>Passenger protection in European transport law. French prospects for reform and consolidation</i>	
Jeremy HEYMANN	407
<i>Retour sur la notion de « circonstances extraordinaires » au sens du règlement (CE) n° 261/2004</i>	
<i>A look back at the concept of “extraordinary circumstances” as defined in Regulation (EC) No 261/2004</i>	
Laurent SIGUOIRT	409
<i>L’effectivité des droits reconnus par le règlement (CE) n° 261/2004 du 11 février 2024 en faveur des passagers aériens</i>	
<i>The effectiveness of the rights recognized by Regulation (EC) No 261/2004 of February 11, 2024 in favor of air passengers</i>	
Xavier DELPECH	421
<i>La protection du passager maritime, perspectives de réformes du règlement européen n° 1177/2010</i>	
<i>Protection of maritime passenger, prospects for reform of European regulation No 1177/2010</i>	
Gaël PIETTE	427
<i>Protection des personnes handicapées et à mobilité réduite en transport routier : quelles améliorations ?</i>	
<i>Protecting the disabled and people with reduced mobility in road transport: what improvements can be made?</i>	
Dominique GENCY-TANDONNET	433
<i>Les principales évolutions des droits des passagers ferroviaires depuis l’entrée en vigueur du règlement n° 2021/782</i>	
<i>The main developments in rail passenger rights since the entry into force of regulation No 2021/782</i>	
Isabelle BON-GARCIN	451
<i>Quelle protection des données à l’ère de l’hyper-surveillance des passagers ?</i>	
<i>What kind of data protection in an age of hyper-surveillance?</i>	
Ludovic PAILLER	459
<i>Vers une réglementation des voyages multimodaux ?</i>	
<i>Towards a regulation of multimodal travel?</i>	
Jeremy HEYMANN	469
<i>Vers une charte européenne des droits des passagers</i>	
<i>Towards a European Charter of passenger rights</i>	
Loïc GRARD	479

Partie II

Doctrine

Sous la direction d’Anastasia ILIOPOULOU-PENOT,
Caroline COUPET et Édouard DUBOUT

<i>Le manquement d’État, une sanction de la méconnaissance de l’obligation de renvoi préjudiciel : enjeux et perspectives</i>	
<i>The infringement as a Sanction for Failing to Comply with the Obligation to Make a Preliminary Reference: Challenges and Perspectives</i>	
Amalia MITSELOU	493

<i>L'aube d'une IA réglementée : une analyse du AI Act</i> <i>The Dawn of Regulated AI: Analyzing the European AI Act and Its Global Impact</i> Kalojan HOFFMEISTER	509	<i>Les astreintes prononcées sur le fondement de l'article 279 TFUE dans la procédure de recours en manquement</i> <i>Penalty payments ordered on the basis of Article 279 TFEU in the action for failure to fulfil obligations</i> Delphine DERO-BUGNY	551
<i>Le pouvoir du juge national de contrôler la compatibilité des règles nationales d'organisation et de fonctionnement de la justice avec le droit de l'Union européenne</i> <i>The power of domestic courts to examine the compatibility of national judicial reforms to European Union law</i> Alexandra FERENTINOU	535	<i>La Belgique et l'Europe. Au lendemain de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne</i> <i>Belgium and Europe. The Aftermath of the Belgian Presidency of the Council of the European Union</i> Francis DELPÉRÉE	559

Partie III

Jurisprudence

Sous la direction de Fabrice PICOD

<i>Ce qui reste de la confiance mutuelle : sur un mandat d'arrêt émis par le Royaume-Uni et à exécuter dans l'Union européenne</i> <i>What remains of mutual trust: on an arrest warrant issued by the United Kingdom and to be executed in the European Union</i> CJUE (gde ch.), 29 juillet 2024, MA (Alchaster), aff. C-202/24, ECLI:EU:C:2024:649 Antonio CAIOLA	569	<i>Advance Purchase Contracts for Covid-19 Vaccines: What Transparency in European Union Law?</i> Tribunal de l'Union européenne, 17 juillet 2024, Margrete Auken e.a. c/ Commission européenne et Fabien Courtois e.a. c/ Commission européenne, aff. T-689/21 et T-761/21, ECLI:EU:T:2024:476 Estelle BROSSET	611
<i>Par respect de l'équilibre institutionnel, la Cour refuse une interprétation de l'article 22 du règlement concentration qui étendrait la compétence de la Commission en matière de renvoi</i> <i>Abiding by the Institutional Balance Principle, the ECJ Curtails the Commission's Jurisdiction on Referrals With Regard Article 22 of the Merger Regulation</i> CJUE (gde ch.), 3 septembre 2024, Illumina Inc., soutenue par Biocom California c/ Commission européenne, parties intervenantes, République hellénique, République française, Royaume des Pays-Bas, Autorité de surveillance AELE, et Grail LLC, aff. jtes C-611/22 P et C-625/22 P, ECLI:EU:C:2024:677 ; conclusions N. EMLIOU, 21 mars 2024, ECLI:EU:C:2024:264 Dominique BERLIN	581	<i>Les « questions politiques » au cœur du développement de la compétence juridictionnelle de la Cour de justice de l'Union européenne en matière de PESC</i> <i>The role of "political questions" in shaping the jurisdictional authority of the Court of Justice of the European Union regarding CFSP issues</i> CJUE (gde ch.), 10 septembre 2024, KS et KD, aff. jtes C-29/22 P et C-44/22 P, ECLI:EU:C:2024:725 Ninon FORSTER	621
<i>Contrats d'achats anticipés de vaccins contre la Covid-19 : quelle transparence en droit de l'Union européenne ?</i>		<i>Réglementation nationale des prix de produits agricoles au consommateur, politique agricole commune et libre circulation des marchandises</i> <i>National price regulation for agricultural products, common agricultural policy and free movement of goods</i> CJUE (3 ^e ch.), 12 septembre 2024, SPAR Magyarország Kft. c/ Bács-Kiskun Vármegyei Kormányhivatal, aff. C-557/23, EU:C:2024:737 Jules STUYCK	637

Partie IV

Le point de vue du praticien

Sous la direction de Mathieu LE SOUDÉER

Le point de vue du praticien sur l'application du règlement (CE) n° 261/2004 par la Cour de justice de l'Union européenne : retour sur vingt ans d'une œuvre créatrice de droits au profit des passagers consommateurs

A practitioner's perspective on the application of Regulation (EC) n° 261/2004 by the Court of justice of the European Union: A look back at twenty years of creating rights for consumer passengers
Thierry MAZOYER 649

Le point de vue du praticien sur la judiciarisation du droit aérien des passagers : une modernisation nécessaire et des obstacles techniques

A practitioner's perspective on the judicial application of Regulation (EC) No 261/2004: A necessary modernization and technical obstacles
Anaïs ESCUDIÉ 655

Partie V

Notes de lecture

Marcel ZERNIKOW, Les règles de conflit de lois confrontées au marché intérieur. Étude de droit international privé européen du travail, coll. Logiques juridiques, Paris, L'Harmattan, 2024, 656 p.

Valérie PIRONON 673